

16 juillet 2019 - [Ordre du jour](#)

Ordre du jour du Conseil des ministres du 17 juillet 2019

[Télécharger le .pdf](#)

Pour le Conseil des ministres du mercredi 17 juillet 2019 le Président de la République a arrêté l'ordre du jour suivant (parties A, C et D) :

PARTIE A

Sur la proposition du Premier ministre : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-397 du 30 avril 2019 portant transposition de la directive (UE) 2016/797 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de l'Union européenne et de la directive (UE) 2016/798 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à la sécurité ferroviaire et adaptation du droit français au règlement (UE) 2016/796 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer et abrogeant le règlement (CE) n° 881/2004.

Sur la proposition du ministre de l'Europe et des affaires étrangères :

- Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord.

Sur la proposition :

De la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales

Du ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales

- Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Sur la proposition :

De la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales

Du ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement

Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement des articles 65 et 88 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique.

Sur la proposition du Premier ministre :

- Ordonnance prise en application de l'article 28 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice.

Sur la proposition :

De la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales

Du ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement

- Ordonnance relative à la partie législative du livre VIII du code de la construction et de l'habitation.

Sur la proposition de la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances :

- Ordonnance relative aux sanctions civiles applicables en cas de défaut ou d'erreur du taux effectif global.
- Ordonnance portant extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de diverses dispositions du code monétaire et financier issues de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises.

PARTIE C

Communication du Premier ministre : La mobilisation nationale pour l'emploi et la transition écologique.

PARTIE D

Point présenté par :

Le Premier ministre

Le ministre auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement

- Le bilan de l'application des lois et de la règle du « 2 pour 1 » pour le pouvoir réglementaire autonome.

Point présenté par la ministre des outre-mer :

- Le bilan des mesures en faveur des outre-mer.